

LE PRESIDENT TUNISIEN DONNE UN COUP D'ARRET A LA PRISE DU POUVOIR RAMPANTE DES FASCISTES ISLAMISTES!

C'est un ras-le-bol du peuple, puis un coup de théâtre. Après des mouvements populaires spontanés le 25 juillet, date symbolique anniversaire de la République tunisienne (mais aussi de l'assassinat politique du député de gauche Mohammed Brahmi en 2013), le président Kaïs Saïed vient de dissoudre le Parlement et le gouvernement technocratique contrôlés par les islamistes d'Ennahdha et d'autres fractions plus morcelées de la bourgeoisie tunisienne. Pour les Frères Musulmans qui l'ont immédiatement dénoncé en ces termes, mais aussi sans doute pour les « démocrates » français qui couvriront l'information, il s'agirait d'un « coup d'Etat ».

Mais c'est oublier un peu vite que le peuple, ulcéré par la gestion calamiteuse de la crise sanitaire et de la crise économique particulièrement violente qui l'accompagne, a manifesté partout dans le pays sa joie irrésistible après cette décision du Président. Les marxistes léninistes du PPDS l'indiquent eux-mêmes : c'est un « pas en avant » réel qu'a opéré le Président, resté prudent jusque là face aux provocations islamistes (qui trouvent leurs ramifications en France, en Israël, en Turquie et aux USA). L'UGTT, centrale syndicale sœur de notre CGT, et illustre artisan des grandes conquêtes sociales de Tunisie contre le colonialisme français puis la dictature de Ben Ali, soutient le président, comme les manifestants des derniers jours.

Kaïs Saïed rappelons-le, est l'outsider, constitutionnaliste, nationaliste arabe laïc et antifasciste jusque là « prudent », sans parti, vainqueur à la stupéfaction générale lors de la dernière présidentielle suite à la déliquescence totale du parti islamiste voleur du scrutin de 2011, « homme providentiel » porté par un vaste mouvement de « dédagisme » populaire contre l'ensemble de la classe politique disqualifiée.

Pour trente jours il entend, comme le prévoit la Constitution dont il se veut le garant, geler les activités parlementaires, assigner les cadres islamistes à résidence le temps de clarifier la situation politique dont ils ont

l'habitude de profiter avec les soutiens étrangers, dissoudre le gouvernement, et cumule pour un temps « tous les pouvoirs » comme le diront les commentateurs occidentaux. Sans parti, jamais il n'aurait agi ainsi sans un réel soutien populaire. Tous les cadres islamistes mais aussi tous les élus et politiques qui ont eu des mandats depuis 2011, tous les hommes d'affaires du pays sont interdits de sortir du territoire. Beaucoup disent que Ennahdha préparait un coup contre le président à la faveur des perturbations actuelles. Tous leurs bureaux ont été saisis en vue d'une enquête pour les confondre.

Saïed s'est toujours présenté aux impérialistes français et à Macron comme un patriote soucieux des intérêts de son pays, parlant un arabe littéraire parfait à l'Elysée contrastant avec ses prédécesseurs parlant français, arborant au passage le drapeau palestinien sur le revers de sa veste.

Les islamistes sont certes déconsidérés par le peuple, mais restent planqués dans tous les recoins de l'Etat tunisien depuis ces dernières années de partage du pouvoir entre fractions de la bourgeoisie vendue. Le président va conduire un tournant patriotique plus ouvert, difficile et périlleux pour lequel le soutien internationaliste sera déterminant. C'est un acte important de la longue séquence de la révolution tunisienne anti-impérialiste, interrompue depuis 2013 avec l'assassinat des députés de gauche Brahmi et Belaïd et les présidences Marzouki et Essebsi.

La Tunisie ne doit pas tomber dans l'escarcelle du fascisme islamiste que l'impérialisme et le sionisme alliés aux monarchies des pétrodollars soutiennent pour détruire les Etats nationaux laïcs nés de la phase antérieure des luttes de libérations nationales.

Nous, communistes de France, militants anti-impérialistes, apportons au peuple tunisien et à son président tout notre soutien.

